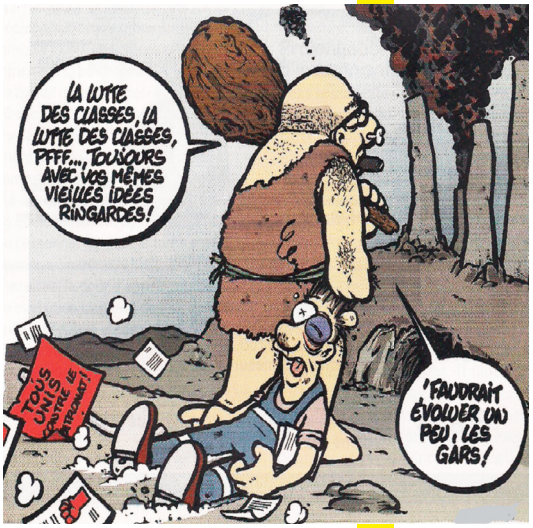
L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 382 - Juin 2021

édito

Les beaux jours sont enfin là. Et la situation sanitaire s'améliorant, le déconfinement s'accélère. La vie reprend enfin son cours après des mois bien difficiles. Climat anxiogène et restrictions de liberté n'auront guère été favorables à l'activité revendicative pas plus qu'à la vie démocratique syndicale. Pendant ce temps, le gouvernement aura pris soin de répondre aux appétits du capital, dilapidant l'argent public à grands coups d'aide aux entreprises sans répondre véritablement à l'urgence sanitaire et faisant le bonheur des actionnaires des laboratoires pharmaceutiques et de Big Pharma. L'argent ne pouvant servir deux fois, le « quoi qu'il en coûte » coûtera en fait bien cher aux salariés comme aux retraités et le spectre de la réforme des retraites plane encore sur nos têtes et c'est une fois de plus le petit peuple qui paiera les pots cassés tandis que le CAC 40 malgré le désastre sanitaire et humain, culmine à plus de 6 100 points, plus très loin de son record de 2007 et réalise l'une des meilleures performances parmi les Bourses mondiales depuis le début de l'année.



Cette période sombre aura vu bien des congrès et assemblées générales reportés. Le déconfinement étant, ceux-ci vont maintenant s'enchainer : comité général de l'UD du Var, congrès de l'UL de Toulon, congrès de l'UL de la Seyne, congrès de l'USR CGT Var et en fin d'année notre congrès fédéral dont la pierre angulaire sera le pôle public national de défense. Moments forts et incontournables de la démocratie syndicale, toutes ces assemblées auxquelles notre syndicat participera se devront de redonner de l'élan et un souffle nouveau à notre activité revendicative. Car si l'activité syndicale a été maintenu et ce malgré les restrictions sanitaires, il est plus que temps de nous retrouver et de nous renforcer afin d'occuper à nouveau notre terrain de prédilection : la rue. La rue au service du combat de classe...Le déconfinement sanitaire se doit de rimer avec déconfinement revendicatif. Le mois de juin a déjà été marqué par la manifestation du 12 Juin pour les libertés et contre les idées d'extrême-droite ainsi que par le rassemblement du 15 Juin, journée d'action unitaire Fonction Publique. **Nous vous appelons aussi à vous rassembler le 28 juin 2021, à 09h00 devant la Préfecture Maritime, afin de soutenir la délégation de notre syndicat qui y sera reçue afin d'y évoquer les points suivants : dossiers d'anxiété bloqués au tribunal administratif, traitement des dossiers au CMG (reconnaissance carrière amiante et reconnaissance des années amiante aux travaux insalubres).**

Michel Canestrelli

sommaire

- Edito 1
- Service de Pension des Armées 2
- 50ème congrès de la FNTE 3
- L'Union Européenne protège Big Pharma 3
- Agenda et activités du syndicat 4

L'EMANCIPATEUR - Tel : 04 94 18 94 57 - Fax : 04 94 18 94 58
Adresse postale : Retraités CGT Var Mindef - 13 avenue Amiral Collet - 83000 Toulon
Email : retraitescgtvarmindef@gmail.com - Directeur de la publication : Patrick Buvat

N° CPPAP 0326S07751 - Journal édité par nos soins.

Service de Pension des Armées : une transformation, mais pour quelle plus-value ?

La DRHMD a présenté au mois d'avril aux fédérations syndicales du ministère des armées la transformation de la SDP (Sous-Direction des Pensions) en SCN (Service à Compétence Nationale).

Intitulé désormais, Service des Pensions et des Risques Professionnels (SPRP), il reste implanté à La Rochelle mais sur un seul site au lieu de quatre et dans de nouveaux locaux que les 330 personnels ont rejoint le 1er avril.
Si les missions générales du service ne semblent pas subir de grandes modifications - Gestion ministérielle des pensions civiles (fonctionnaires, ouvriers) et militaires de retraite, d'invalidité et des victimes de guerre. Il est garant du bon fonctionnement des chaînes de traitement des demandes et il contribue au traitement des affaires contentieuses – ce sont les modes de gestion qui changent en profondeur.

Une mise en œuvre de la transformation jusqu'en 2025

Le mandat donné au SPRP affiche plusieurs objectifs : *« Amélioration de la qualité du service rendu aux administrés, réussite de la mission d'animation des chaînes RH-Pensions, intensification de la modernisation interne dans un contexte de dématérialisation accrue ».*
L'enjeu annoncé pour ces trois chantiers qui devraient s'étaler sur cinq ans étant de *« simplifier, moderniser tout en offrant un environnement de travail modernisé aux agents gestionnaires ».*
Sont également prévus, le déploiement progressif de sources Web et la mise en place d'un logiciel de gestion du contentieux.
Parmi les autres annonces faites, il y a l'objectif de *« garantir un fonctionnement optimal et performant des chaînes concernant la retraite des ouvriers d'Etat, la sécurisation des travaux insalubres et la garantie du droit à l'information, la modernisation de la liquidation des pensions par la création, en lien avec la CDC (Caisse des Dépôts et Consignations), de la dématérialisation de bout en bout des avances et pensions définitives ».*

Quelles conséquences pour les personnels, les retraités et futurs retraités ?

Si les intentions affichées peuvent paraîtres louables, cette transformation doit nous interroger.
Une première question est posée quant à la transformation de l'établissement en Service à Compétence Nationale. Souvenons-nous : c'est ce même dispositif et cheminement juridique qui a engagé le changement de statut de la DCN !!!
Une deuxième question concerne le regroupement des personnels sur un seul site, fusse-t-il plus moderne. Dans le cadre de la stratégie d'optimisation et de numérisation des tâches, quid du maintien des effectifs pourtant insuffisants de leurs statuts et des conditions de travail ?
Une troisième question au sujet de la retraite des ouvriers d'Etat au titre des Travaux Insalubres et la recrudescence des dossiers refusés. Dans ce cadre on peut s'interroger sur les conséquences de la dématérialisation pour la gestion de ces dossiers.
Aujourd'hui, le recul n'est certes pas suffisant pour mesurer les effets concrets de cette transformation. Ce qui est sûr c'est que la CGT va suivre de près l'évolution de la situation. Elle invite également tous les ressortissants de ce nouveau service à lui faire part de toutes difficultés rencontrées avec le SPRP.

Michel RENOUF

50ème congrès de la FNTE CGT

Le 50 ème congrès fédéral de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat CGT aura lieu fin novembre de cette année.

Celui-ci précèdera de quelques mois seulement le 120ème anniversaire de notre fédération puisque c'est à l'aube de 1902 que vit le jour l'Union Fédérative des Travailleurs de l'Etat CGT, illustre ancêtre de notre fédération actuelle. Ainsi donc seulement 7 ans après le congrès fondateur de la CGT à Limoges, notre corporation était-elle bien active dans les structures de la CGT.

Il ne s'agit pas là de faire dans l'histoire, mais bien de s'appuyer dessus pour écrire demain.

Comme il se doit, dans un contexte international plus qu'agité, le thème central de ce 50ème congrès de la FNTE CGT sera le Pôle Public National de défense à mettre en opposition avec les velléités guerrières du gouvernement actuel qui n'a rien trouvées de mieux que de débaptiser le Ministère de la Défense pour le renommer Ministère des Armées. Et si notre volonté de garder nos activités au service d'une Défense Nationale digne de ce nom n'est pas assez marquée, nous sommes en droit de nous demander si la prochaine étape ne sera pas le « Ministère de la Guerre » !

Au-delà de ce sujet phare, notre syndicat a été sollicité pour participer à la rédaction du prochain document d'orientation fédéral. Les thèmes qui lui ont échu sont l'Institut Fédéral d'Histoire Sociale, la Protection Sociale, ainsi que la continuité syndicale.

Notre délégation à ce congrès sera constituée de pas moins de 10 délégués plus un membre de droit : notre secrétaire général Michel Camatte, celui-ci étant membre sortant du Bureau Fédéral.

Pourquoi une délégation si importante ? Tout simplement parce que notre syndicat constitue en nombre d'adhérents pas moins que la bagatelle du 5ème syndicat de la Fédération, ce qui témoigne du travail accompli dans la mesure où nous sommes un syndicat de retraités.

Lors d'un échange avec Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, pendant sa visite à l'Arsenal de Toulon, celui-ci nous avait déclaré : *« j'aime les retraités actifs »*. En voilà une bien belle démonstration de notre activité.

Mais il convient de ne pas nous endormir sur nos lauriers. Un congrès fédéral est toujours un évènement important qui redonne du cœur au ventre et nous nous devons de nous servir de cet élan collectif afin de poursuivre notre effort de syndicalisation et ainsi de servir au mieux le syndicalisme de masse et de classe qui est le nôtre.

Michel Canestrelli

L'Union Européenne protège Big Pharma

Les demandes de nombreux pays du monde pour la levée de la propriété intellectuelle et des brevets sur les vaccins contre la covid-19 se manifestent de plus en plus largement.

Les Etats-Unis ont spectaculairement rejoint les promoteurs de cette demande, aux côtés de l'Inde et de l'Afrique du Sud, qui réclament depuis des mois une dérogation temporaire sur les règles de la propriété intellectuelle, afin d'amplifier la production mondiale pour vaincre la pandémie.

Mais comme le Royaume-Uni, la Suisse, l'Australie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Union Européenne protège l'empire des brevets, alors que la recherche et le développement des vaccins ont été très largement financés par les états.

Elle esquive et multiplie les manœuvres dilatoires : à quelques jours d'une réunion décisive des 8 et 9 juin, le représentant a tenté de gagner du temps et de détourner l'attention en encourageant les licences obligatoires qui n'ont pas été utilisées jusqu'ici dans la pandémie.

Dans une étude récente, le « Corporate Europe Observatory » - précieux centre de recherche sur le lobbying des multinationales auprès des institutions européennes - éclaire sur l'obstination de Bruxelles, et estime à 36 millions d'euros les dépenses annuelles des entreprises pharmaceutiques et de leurs cercles patronaux pour influencer les politiques européennes : au total, Big Pharma utiliserait 290 lobbyistes dans la capitale de l'Union Européenne. Sans compter le recours à des cabinets de consultants spécialisés pour près de 15 millions d'euros.

La Commission européenne a organisé 140 rencontres avec les multinationale pharmaceutiques, 18 avec les producteurs de génériques, et une seule avec des ONG favorables à la levée des brevets. Dans le cadre du débat sur le « passeport vaccinal », un sous-amendement défendant la dérogation transitoire au régime les brevets a été rejeté par une majorité rassemblant les conservateurs, les libéraux dont les macronistes, les sociaux-démocrates et l'extrême droite.

Cette union sacrée anti-levée des brevets protège les géants pharmaceutiques et leurs profits financiers sans condition : ultra libéralisme, quand tu nous tiens !

Claude BOUY

Agenda et activités du syndicat

- CE mardi 1er juin : participation de 14 militants et 2 invités (Béatrice Graufogel et Clément Géhan du syndicat arsenal Toulon). Excusés les syndicats AIA Cuers, CEM, Draguignan et HIA Ste Anne.

Relevé de propositions et décisions de la CE :
- A ce jour 344 FNI encaissés (- 14 de date à date)
- Appel à candidatures pour :
Assemblée générale INDECOSA CGT lundi 21 juin : 2 délégués de notre syndicat
Comité général de l'UD jeudi 1er juillet à Carnoules : 2 délégués
Congrès USR 83 : 17 délégués de notre syndicat
- Rassemblement Préfecture Maritime lundi 28 juin à 9h en convergence avec l'ASAVA pour revendiquer la prise en compte des années d'exposition à l'amiante dans le calcul de la retraite au titre des travaux insalubres et du blocage par le ministre pour solder les dossiers anxiété par le biais du protocole transactionnel.
- Création d'un diaporama sur le syndicalisme retraité et la continuité syndicale pour diffusion aux futurs retraités
- Proposition aux représentants du syndicat arsenal de nous fournir les adresses mail des membres de leur CE pour diffusion Emancipateur, livret d'accueil, informations sur retraite...
- Formation à l'informatique pour les militants de la CE : dates à confirmer
- Proposition CE les 5 ou 6 juillet en extérieur suivi d'un repas fraternel : à confirmer.

- Secrétariat lundi 7 juin : à ce jour 347 FNI encaissés (- 11 de date à date)
- Samedi 12 juin : journée de mobilisation contre le racisme et les idées d'extrême droite
- Bureau lundi 21 juin avec ordre du jour : état d'organisation, comité général de l'UD, congrès USR 83 et fédéral, A.G. ETCL, A.G. INDECOSA

La permanence de La Seyne sera fermée à compter du jeudi 8 juillet inclus au jeudi 26 août inclus. Réouverture le jeudi 2 septembre. Bon été à toutes et à tous.

Agenda et Activité Fédérale

Mardi 15 juin matin : Bureau Fédéral. **L'après-midi** le BF participera à la manifestation parisienne
Mercredi 16 juin matin : réunion Union Confédérale Retraité/ Union Fédérale Retraité (Michel)
Mercredi 16 juin après-midi : Comité Exécutif Fédéral.
Jeudi 17 juin : CEF la journée
Jeudi 24 et mardi 25 juin : congrès du syndicat de Marseille Michel Camatte et Sophie Ambrosetti représenteront la Fédération en tant que membre du bureau Fédéral
Mardi 29 juin matin : réunion Bureau Fédéral
Mardi après-midi 29 et mercredi 30 juin : Conseil National de l'Union Fédérale des Retraités (CN/UFR)
Jeudi 1er juillet : réunion collectif Fédéral pour le congrès « Commission d'actualité » Michel Camatte.

Nécrologie :
C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons appris le décès de Jean Claude Ollivier. Malgré ses problèmes de santé, il ne manquait jamais une manifestation. Un dernier hommage lui a été rendu le mercredi 16 juin au crématorium de Cuers.